



## SYNTHESE des CONCLUSIONS de la CONTRE-EXPERTISE du CABINET TRAFALGARE

Le cabinet de contre-expertise a été mandaté en mars 2015 par l'association TGV Grand Centre Auvergne pour expertiser différents volets des études de SNCF Réseau sur le projet POCL :

- Le tracé principal et ses raccordements
- Les dessertes
- Les prévisions de trafic
- La valorisation socio-économique

Les conclusions se sont révélées intéressantes notamment en ce qui concerne :

- **La reprise du calcul des km linéaires des tracés** et notamment des barreaux de raccordements dans le cas du scénario Ouest et du scénario Médian, où les conclusions révèlent que **dans les linéaires hors raccordements, une optimisation est possible pour le scénario Ouest, jusqu'à 20 km** ce qui n'est pas rien au regard des coûts de construction et que **dans les linéaires avec raccordements une sous-estimation apparaît pour le scénario Médian d'environ 10 à 15 km.**
- L'écart de temps de parcours Paris/Lyon, entre le Médian et le Ouest, s'avère être plus proche de 8 que de 10 minutes. Or, selon le rapport QUINET de 2014, le confort et l'absence de report modal l'emportent sur la valeur du temps monétarisé.
- **Les contraintes topographiques du tracé Médian (en Pays Fort/Sancerrois) non prises en compte affecteront le prix moyen du kilomètre de construction de ce tracé.**
- **Le coût du tracé Ouest qui semble surestimé de 400 M€ notamment par des imputations de provisions pour risques** qui ne semblent pas justifiées alors que par ailleurs, **aucune provision pour risques ou difficultés n'a été anticipée dans le cas du Médian pour les impacts environnementaux et agricoles.**
- **Les gains de trafic de transit direct (Paris/Lyon) ont été nettement surestimés** selon les hypothèses de référence de SNCF Réseau, basées sur des grands projets considérés comme réalisés, ce qui n'est pas toujours le cas pour certains projets.
- **Enfin, la contre-expertise conclut que la rentabilité socio-économique entre les deux scénarios présente finalement un écart réduit et un besoin en financement public équivalent.**